

**4 Économie**

**Hydrocarbures/ Visite de travail du secrétaire général de l'Opep au Gabon**

**Relancer le marché pétrolier**

AEE  
Libreville/Gabon

« IL était question pour le Gabon de montrer la photographie générale du secteur pétrolier gabonais, mais aussi et surtout de lui présenter la nouvelle stratégie de redéploiement, adoptée par le gouvernement gabonais, qui va de 2017 à 2022. Le Gabon va désormais travailler sur quatre axes d'orientation : la performance, la bonne gouvernance, l'éthique et, bien évidemment, les bonnes pratiques de gestion. Une

stratégie qui cadre aussi avec la nouvelle aspiration de l'Opep », a révélé, le ministre Pascal Houangni Ambourou. C'était hier, à la suite d'une rencontre avec le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), Mohammed Barkingo en visite dans notre pays. Ce dernier s'est réjoui de la qualité de la séance de travail "amicale et conviviale" entre son organisation et le Gabon. Il s'est surtout montré satisfait de la réintégration du Gabon au sein de l'Opep, en juillet 2017. Organisation indispensable

ble pour la stabilité du marché pétrolier, auquel il a participé depuis 1975. « Le Gabon a une posture stratégique au sein de cette organisation, il était nécessaire qu'il revienne à nouveau. Et grâce au leadership de ses dirigeants, il est de retour et nous sommes tous satisfaits. Il est donc important que nous puissions tous désormais travailler pour relancer le secteur pétrolier, et surtout que les nouveaux axes d'orientation de l'Opep convergent avec ceux du Gabon », a-t-il indiqué. La délégation s'est ensuite



Photo : Abel Eyeghe Ekore

**Séance de travail entre le ministre du Pétrole, Pascal Houangni Ambourou, et la délégation de l'Opep.**

rendue à la Gabon Oil Company (Goc), où elle a longuement eu des échanges avec les responsables de cette structure.

**Rencontre FMI / Société civile**

**Des échanges enrichissants**

I.M'B.  
Libreville / Gabon

**Autour d'une table, la Mission du Fonds monétaire international (FMI) s'est attelée à clarifier ce qui est apparu aux yeux de la société civile gabonaise comme des zones d'ombre : les indicateurs de performance sociale du Plan de relance économique. Les débats, à huis clos, n'ont pas manqué d'intérêt.**

SEGURA Ubiergo, chef de la Mission du Fonds monétaire international (FMI) au Gabon et ses collaborateurs ont rencontré, lundi, les acteurs de la société civile gabonaise. Les échanges entre la délégation du FMI et les acteurs non éta-

tiques ont d'abord porté sur le "contenu social" du Plan de relance économique (PRE) que soutient financièrement le Fonds. Il était ensuite question, pour la Mission du Fonds, de recueillir les avis des acteurs non étatiques quant aux impacts sociaux du PRE. Outre les clarifications apportées sur les indicateurs économiques par Segura Ubiergo et ses collaborateurs quant à l'efficacité et à l'efficience du Plan de relance, d'autres aspects ont été abordés. Notamment les externalités qui peuvent affecter le bien-être collectif : la pérennité et la solidité du système de protection sociale (CNAMGS), la justice pour garantir les investissements privés, l'éducation et la formation du capital humain, le déblocage d'une tranche du montant que le FMI a accordé à



Photo : D.R

**Nicaise Moulombi, expliquant les préoccupations de la société civile.**

l'Etat au titre de l'exécution du PRE. Au terme de ces échanges, Nicaise Moulombi, président du Haut conseil des acteurs non étatiques, a remis aux membres de la délégation du Fonds



Photo : D.R

**Vue des experts du FMI lors de la réunion avec la société civile gabonaise.**

monétaire international, un mémoire qui retrace les préoccupations de la société civile gabonaise. Enrichissants auront été les échanges autour des indicateurs de suivi-évaluation sou-

haités par la société civile. Le FMI a souhaité que cette concertation, avec les acteurs non-étatiques, s'inscrive désormais dans un cadre d'échanges constructifs permanents.

**Lancement du Plan climat**

**Pour en faire une réalité**

W.N. (scc : ambassade de France)  
Libreville/Gabon

LE ministre d'État français, ministre de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, a récemment lancé à Paris le Plan climat afin d'accélérer la transition énergétique et climatique. Préparé à la demande du président de la République française Emmanuel Macron et de son Premier ministre Édouard

Philippe, ce plan vise à mobiliser l'ensemble du gouvernement sur les mois et années à venir pour faire de l'Accord de Paris une réalité pour les Français, pour l'Europe, pour l'Afrique et pour l'action diplomatique de la France à travers le monde. Avec la volonté de contenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C, l'Accord de Paris fixe un cap ambitieux pour lequel la France a le devoir de montrer la voie de la mise en œuvre. Avec le Plan climat, lancé par Nicolas

Hulot, la France accélère l'application opérationnelle de l'Accord de Paris et dépassera ses objectifs initiaux à travers six axes que sont : rendre irréversible la mise en œuvre de l'Accord de Paris, améliorer le quotidien de tous les Français, en finir avec les énergies fossiles et s'engager dans la neutralité carbone, faire de la France le n°1 de l'économie verte, encourager le potentiel des écosystèmes et de l'agriculture et intensifier la mobilisation internationale sur la diplomatie



Photo : D.R

**Nicolas Hulot, ministre français de la Transition écologique.**

climatique. « Les enjeux climatiques sont la pierre angulaire de la solidarité universelle. Il est de notre devoir de dépasser nos objectifs, d'aller plus loin, plus vite. Je souhaite que la transition écologique et solidaire, cette

formidable opportunité tant économique, environnementale que sociétale, puisse améliorer le quotidien de tous les Français. Et cette solidarité, nous devons aussi la partager à l'international », a déclaré Nicolas Hulot.

**Brèves**

**Maroc : Sound Energy s'adjuge deux nouveaux permis d'exploration**

Au Maroc, la compagnie britannique Sound Energy a conclu l'acquisition de deux licences avec l'Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM). Il s'agit des périmètres Anoual et Matarka, tous situés dans la région de l'Oriental avec une validité de 8 ans. Selon Zone Bourse, Anoual, le premier permis, est situé dans la zone de reconnaissance Meridja, dans l'Oriental et couvre une superficie de 8 863 km<sup>2</sup>. Le second, Matarka, s'étend sur une superficie de 5 185 km<sup>2</sup> dans la zone de reconnaissance Tendrarra. Sound Energy contrôlera 47,5% des participations sur ces deux permis. Le reste sera détenu par Schlumberger, à hauteur de 27,5%, et par l'ONHYM (25%).

**Paiement mobile : Partenariat entre InTouch et Total**

Le 25 juillet dernier, le groupe pétrolier français Total et le spécialiste des paiements électroniques Worldline ont annoncé leur entrée au capital de l'agrégateur de paiement sénégalais InTouch, qui entend apporter une solution unique à la démultiplication des moyens de paiement mobile en Afrique.

**Twitter : Chiffre d'affaire en recul de 5%**

Le réseau social américain a publié des résultats moins catastrophiques que prévu au deuxième trimestre soit un taux de croissance d'utilisateurs mensuels actifs à zéro au deuxième trimestre 2017. Les résultats des trois derniers mois d'activité de l'entreprise, publiés dans la nuit du 27 juillet, sont en deçà des attentes des analystes qui s'attendaient à ce que Twitter gagne au moins 4 millions d'utilisateurs. Aux Etats-Unis, le réseau social affiche même une perte de deux millions de membres. Le chiffre d'affaires n'est pas non plus rassurant, rapporte Le Figaro. Il atteint 574 millions de dollars, en recul de 5%. Les recettes restent supérieures aux attentes du marché, mais Twitter reste désespérément non rentable. Sur les trois mois d'avril à juin, l'entreprise enregistre une perte nette de 116,5 millions de dollars, soit 9 millions de plus qu'un an plus tôt.

**Rassemblées par F.A.**

**CHANGEMENTS**  
**COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 02/08/2017**

**Union Gabonaise de Banque**  
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,1812	1USD =	555,331	1 USD	574,768
CAD	1,4737	1CAD =	445,109	1 CAD	468,762
JPY	130,5300	1JPY =	5,025	100 JPY	522,574
GBP	0,8944	1GBP =	733,405	1 GBP	765,707
CHF	1,1414	1CHF =	574,695	100 CHF	60 223,60
ZAR	15,6922	1ZAR =	41,801	100 ZAR	4 346,85
MAD	11,1620	1MAD =	58,767	1 MAD	61,11
CNY	7,9371	1CNY =	82,644	1CNY	85,12
KES	122,9600	1KES =	5,335	1KES	5,49

INDICES BOURSIERS		
	en date du	
<b>CAC 40</b>	02/08/2017	5 128,47
<b>DOW JONES</b>	02/08/2017	21958,19
<b>BRENT (IPE) US Dollars/Baril</b>		
<b>02 Août 2017: 51,96</b>		